

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25.069

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations d'interprétariat en langue des signes française, en langue des signes française tactile, en intermédiation et de codage en langue française parlée complétée nécessaires aux besoins de l'UNISS de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière et des divers hôpitaux de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 24 mois reconductible expressément deux fois pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 6 mois avant la fin de chaque période.

Le marché sera éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, trois mois avant la fin de chaque période

Ce document comprend 20 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 1 sur 20

SOMMAIRE

1.Dispositions Générales	4
1.1Objet.....	4
1.2Lieu d'exécution des prestations	4
2.Organisation de l'achat	4
2.1Forme du marché.....	4
2.2Allotissement - fractionnement.....	5
2.3Durée.....	6
3.Dispositions financières	6
3.1Forme des prix.....	6
3.2Prix définitif.....	6
4.Documents contractuels	6
5.OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
5.1Obligation d'information.....	6
5.2Obligation de déclaration d'évènements indésirables :	7
5.3Obligation de formation	7
5.4Respect du secret professionnel.....	7
5.5Respect des règles d'accès et de sécurité.....	7
5.6Respect de la Charte de Laïcité, neutralité et discipline.....	7
5.7: Sanction en cas de manquement.....	7
6.Conditions de passation des bons de commande.....	7
6.1Commandes (ou ordres de service).....	7
6.2Dématisation des bons de commandes	8
7.Contrôle – suivi du marché.....	9
7.1Contrôle.....	9
7.2Suivi du marché	9
8.Modification du marché public.....	9
8.1Clause de réexamen.....	9
8.2Changement de dénomination sociale du Titulaire	9
8.3Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	10
9.Obligations du prestataire	10

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 2 sur 20

9.1Données statistiques.....	10
9.2Certificats	11
9.3Secret professionnel et confidentialité	11
9.4Grèves.....	12
9.5Vente à des tiers	12
10.Facturation – Paiement	13
10.1Facturation	13
10.2Paiement	14
10.3Avances	14
11.Assurances.....	14
12.Nantissement et garantie	14
13.Retenue de garantie	14
14.Pénalités – Résiliation.....	14
14.1Pénalités.....	14
14.2Résiliation.....	15
15.Litiges	16
16.Déroations	16

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations d'interprétariat en langue des signes française, langue des signes française tactile, d'intermédiation et de codage en Langue française Parlée Complétée (LfPC) pour répondre aux besoins de l'Unité d'Informations et de Soins des Sourds (UNISS) de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière et des divers groupes hospitaliers de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris. Ce besoin doit permettre aux différents intervenants médicaux, para médicaux ou administratifs de l'AP-HP de communiquer avec les patients ou les professionnels sourds.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : Ile-de-France

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 et R2362-4 du Code de la commande publique.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots ou la totalité des lots.

Un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

Pour les lots n°1, 2 et 3 : un candidat ne pourra se voir attribuer en qualité d'attributaire de rang 1 qu'un seul lot parmi les trois.

Si un candidat arrive premier sur 2 ou 3 de ces lots il lui sera attribué en qualité d'attributaire de rang 1 le lot sur lequel il aura obtenu la meilleure note au critère relatif à la qualité de l'offre technique. Il sera alors désigné attributaire de rang 2 sur les lots qui ne lui seront pas dévolus en qualité d'attributaire de rang 1.

Le candidat classé second sur ces lots sera désigné attributaire de rang 1 sur un des lots non dévolus au candidat classé premier et sur lequel il aura obtenu la meilleure note technique.

Le candidat classé troisième sera désigné attributaire de rang 1 sur le lot non dévolu aux candidats classés premier et deuxième.

Dans le cadre de l'exécution, Les demandes seront envoyées en priorité au titulaire de rang 1 qui dispose d'un délai de 24 h pour signifier l'acceptation de la demande ou son incapacité à y répondre.

En cas d'incapacité du titulaire de rang 1 à répondre à la demande ou en cas de non-réponse dans les délais la demande est transmise au titulaire suivant dans le classement qui disposera du même délai pour accepter la demande ou notifier son incapacité à y répondre.

En cas d'incapacité du titulaire de rang 2 ou en cas de non-réponse, la demande est transmise au titulaire suivant dans le classement qui disposera du même délai pour accepter la demande ou notifier son

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 4 sur 20

incapacité à y répondre. Cette opération sera répétée sur l'ensemble des titulaires jusqu'à acceptation par un des titulaires ou jusqu'au dernier titulaire au classement.

Toutes les demandes intervenant à moins d'une semaine avant la date de la consultation sont considérées comme urgentes.

Dans le cas des demandes urgentes, la demande sera envoyée à tous les titulaires en même temps et le premier qui acceptera la demande se verra confier la prestation.

Le titulaire s'engage à fournir un interprète dans les délais demandés. L'interprète se présentera au service concerné et laissera le bon d'intervention au cadre de santé ou son représentant, le temps de l'exécution de la prestation. Le cadre de santé du service se chargera d'indiquer l'heure d'arrivée et de sortie de l'interprète. Le bon d'intervention signé par les deux parties vaut Service Fait.

2.2 Allotissement - fractionnement

La consultation se décompose en 7 lots détaillés comme suit :

N°	Produits	Quantités annuelles estimées	Montant maximum HT sur la durée totale du marché
Lot 1	Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les patients de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière (coordonnées par l'UNISS)	3 916 heures <ul style="list-style-type: none"> 1044 vacations de 3h 196 vacations de 2 h 392 vacations de 1h Une montée en charge de l'activité est à prévoir en cours de marché	2 614 218,00 € HT
Lot 2	Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les professionnels et les patients suivis en psychiatrie à l'UNISS de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière	146 heures <ul style="list-style-type: none"> 39 vacations de 3h 7 vacations de 2h 15 vacations de 1 h Une montée en charge de l'activité est à prévoir en cours de marché.	192 384,00 € HT
Lot 3	Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les professionnels de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière	126 heures <ul style="list-style-type: none"> 33 vacations de 3h 7 vacations de 2h 13 vacations de 1h Une montée en charge de l'activité est à prévoir en cours de marché.	164 328,00 € HT
Lot 4	Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les patients et professionnels Sourds pour tous les autres sites de APHP	429 heures <ul style="list-style-type: none"> 114 vacations de 3h 22 vacations de 2h 43 vacations de 1 h 	569 136,00 € HT
Lot 5	Prestations d'intermédiation pour tous les sites de l'APHP	101 heures <ul style="list-style-type: none"> 27 vacations de 3h 5 vacations de 2h 10 vacations de 1 h 	133 600,00 € HT
Lot 6	Prestations de codage en Langue française Parlée Complétée (LfPC) pour tous les sites de APHP	60 heures <ul style="list-style-type: none"> 16 vacations de 3h 3 vacations de 2h 6 vacations de 1 h 	76 152,00 € HT
Lot 7	Prestations d'interprétariat en langue des signes française tactile pour les patients et professionnels de l'APHP (Pitié Salpêtrière compris)	50 heures <ul style="list-style-type: none"> 13 vacations de 3h 3 vacations de 2h 5 vacations de 1 h 	62 124,00 € HT

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 5 sur 20

2.3 Durée

L'accord cadre issu de la consultation est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa date de notification, pouvant éventuellement faire l'objet de 2 renouvellements de 12 mois maximum par reconduction expresse à la date de fin du marché.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre, demeurent exécutoires.

Le marché sera résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché.

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Le marché est à prix unitaires.

Le titulaire s'engage sur le montant maximum défini ci-dessus sur la durée totale du marché

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique pour un montant maximum de 1 000 000 € HT.

3.2 Prix définitif

Le marché est conclu à prix fermes au sens des articles R. 2112-15 à R. 2112-18 du Code de la commande publique.

4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021 ;
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- L'offre du candidat.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Obligation d'information

Le titulaire doit aviser sans délai le pouvoir adjudicateur, ou son représentant, de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent marché. Il soumet à son appréciation les justifications, présentant un caractère de force majeure ou non, qu'il peut éventuellement fournir.

Cette prescription impérative ne fait pas obstacle à l'application de pénalités dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAP.

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 6 sur 20

5.2 Obligation de déclaration d'évènements indésirables :

L'intervenant est tenu de signaler tous évènements indésirables survenus pendant la mission. Pour se faire le titulaire est tenu d'inclure dans son offre un exemplaire de fiche d'événement indésirable, permettant de faire remonter au cadre de santé les événements indésirables survenus à l'issue d'une prestation.

5.3 Obligation de formation

Le titulaire s'engage à ce que les interprètes en LSF et en LSF tactile, intermédiaires-trices, codeurs-euses en LfPC désignés (qu'ils soient salariés ou sous-traitants) acquièrent, entretiennent et améliorent leurs connaissances et compétences techniques, notamment pour atteindre ou maintenir le niveau de qualité attendu.

5.4 Respect du secret professionnel

Le titulaire se soumet, ainsi que ses personnels, à une obligation de discrétion professionnelle, relative à l'identité des patients et à toute autre information de nature personnelle ou médicale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation.

5.5 Respect des règles d'accès et de sécurité

Les personnels des titulaires ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiables par le port d'un badge indiquant au moins la raison sociale de la Société et le nom de l'intervenant afin de pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

5.6 Respect de la Charte de Laïcité, neutralité et discipline

Les personnels des titulaires ou ses préposés et sous – traitants sont tenus au respect strict de la laïcité, de la neutralité du service public mais également au respect de la discipline générale des hôpitaux de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ainsi que les normes d'hygiène et de sécurité.

5.7 Sanction en cas de manquement

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'AP-HP se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-FCS.

6. Conditions de passation des bons de commande

6.1 Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par L'UNISS et les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, la date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le Titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le RPA.

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 7 sur 20

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès la notification du marché.

Les demandes seront envoyées en priorité au titulaire de rang 1 qui dispose d'un délai de 24 h pour signifier l'acceptation de la demande ou son incapacité à y répondre.

En cas d'incapacité du titulaire de rang 1 à répondre à la demande ou en cas de non-réponse dans les délais la demande est transmise au titulaire suivant dans le classement qui disposera du même délai pour accepter la demande ou notifier son incapacité à y répondre.

En cas d'incapacité du titulaire de rang 2 ou en cas de non-réponse, la demande est transmise au titulaire suivant dans le classement qui disposera du même délai pour accepter la demande ou notifier son incapacité à y répondre. Cette opération sera répétée sur l'ensemble des titulaires jusqu'à acceptation par un des titulaires ou jusqu'au dernier titulaire au classement.

Toutes les demandes intervenant à moins d'une semaine avant la date de la consultation sont considérées comme urgentes.

Dans le cas des demandes urgentes, la demande sera envoyée à tous les titulaires en même temps et le premier qui acceptera la demande se verra confier la prestation.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

6.2 Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe du présent document.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 8 sur 20

7. Contrôle – suivi du marché

7.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

7.2 Suivi du marché

Les prestataires devront prévoir à minima une réunion de suivi semestrielle avec l'UNISS dans le cadre de l'exécution des prestations pendant toute la durée des marchés.

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

8. Modification du marché public

8.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

8.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 9 sur 20

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

8.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

9. Obligations du prestataire

9.1 Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir les données statistiques des commandes reçues (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) au service concerné.

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse suivante

secretariat.prestations.aca@aphp.fr

Type de fichier: EXCEL ou équivalent ou compatible

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- n° de marché AP-HP⁽¹⁾
- n° de lot (si le fournisseur est Titulaire de plusieurs lots)
- hôpital / site⁽²⁾
- libellé du service
- Libellé de la prestation
- Date de la prestation
- unité de facturation
- quantité (en unités de facturation)⁽³⁾
- prix unitaire HT
- montant total HT ⁽³⁾

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 10 sur 20

- montant total TTC ⁽³⁾

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification du marché

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service pour toute précision complémentaire

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe sur les pénalités du présent document.

9.2 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

9.3 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 11 sur 20

- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

9.4 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

9.5 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 12 sur 20

10. Facturation – Paiement

10.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Les factures seront transmises mensuellement pour toutes les prestations du mois concerné.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- **le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande);**
- le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

10.2 **Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 13 sur 20

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

11. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

12. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

13. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

14. Pénalités – Résiliation

14.1 Pénalités

L'article 14.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

En cas de défaillance du prestataire retenu ou si celui-ci ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord-cadre ou s'il les remplit de façon inexacte et incomplète, le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 14 sur 20

conditions prévues à l'article 32 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS, soit de prononcer la résiliation du marché conformément au CCAG/FCS

En cas de non-respect des stipulations fixées aux pièces constitutives du présent marché, et notamment en cas de défaillance de la prestation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant de 130 € par défaillance constatée. Par ailleurs, toute vacation non honorée (retard, annulation ..)

En cas d'annulation :

- À l'initiative du titulaire dans un délai compris entre 4 et 6 jours : une pénalité de 20% du montant de la vacation sera appliquée.
- Annulation à l'initiative du titulaire dans un délai compris entre 2 et 4 jours : une pénalité de 30% du montant de la vacation sera appliquée.
- A l'initiative du titulaire dans un délai inférieur à 48 heures : une pénalité de 50% du montant de la vacation sera appliquée.

En cas de retard :

- Retard de l'interprète compris entre 20 et 30 mn : une pénalité de 20% du montant de la vacation sera appliquée.
- Retard de l'interprète supérieur à 1 heure : une pénalité de 30 % du montant de la vacation sera appliquée.
- Si le retard engendre l'annulation de la vacation : les frais de l'annulation seront appliqués.

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus à l'article « *Données statistiques* » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 45eme jour suivant la fin du trimestre.

14.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

15. Litiges

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 15 sur 20

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : <mailto:mediation.interne.aca@aphp.fr>

16. Dérogations

- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n°25.069	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :28/03/2025	Page 16 sur 20

Annexe 1. Modèle souhaité pour les statistiques

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Nom du fournisseur	Année	Trim	Num marché	N lot	Hôpital / Site	Code produit APHP	Ref. Commerciale du produit	Libellé du produit	U. facturation	Nbre liv par hôpital	Nbre de liv. par produit et par hôpital	Quantité totale livrée	PU HT	Total HT	Total TTC
aaa	2023	3	232405	1	Charles Foix		1111	Produit « a	1 pièce	2	12	360	3,45	1 242,00	1 485,43
aaa	2023	3	232405	1	Charles Foix		12212	Produit b	1 kg		2	100	9,40	940,00	991,70
aaa	2023	3	232405	2	Charles Foix		4(315	Produit c	3 kg	1	1	27	36,85	994,95	1 049,67
aaa	2023	3	232405	3	Cochin		Sirala	Produit d	1 bidon de 1,2 l	2	6	180	12,40	2 232,00	2 669,47
aaa	2023	3	232405	1	Cochin		Sem50	Produit e	1 lot de 3		5	400	45,85	18 332,00	21 925,07
aaa	2023	3	232405	4	Lariboisière		1111	Produit a	1 pièce	1	4	200	3,45	690,00	825,24

AP-HP	Consultation n°25.070	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :20/6/25	Page 17 sur 20

Annexe 2. Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôtelières Alimentaires et Technologiques	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre	01-44-06-59-62
Agence Générale des Equipements et des Produits de santé (AGEPS)	7, rue du Fer à Moulin 75005 Paris – 1 », rue Lavoisier 92000 Nanterre	01-46-69-13-13
AP-HP. Sorbonne Université <ul style="list-style-type: none"> - Pitié – Salpêtrière - Charles Foix - Tenon - Saint Antoine - Rothschild - Armand Trousseau - La Roche Guyon 	<ul style="list-style-type: none"> - 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS - 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE - 4 rue de la Chine 75020 PARIS - 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS - 5, rue Santerre 75012 PARIS - 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS - 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon 	01-42-16-00-00 01-49-59-40-00 01-56-01-70-00 01-49-28-20-00 01-40-19-30-00 01-44-73-74-75 01-30-63-83-30
AP-HP. Université Paris Saclay <ul style="list-style-type: none"> - Antoine Béchère - Bicêtre - Paul Brousse - Raymond Poincaré - Hôpital maritime de Berck - Ambroise Paré - Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache 	<ul style="list-style-type: none"> - 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART - 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE - 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF - 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES - Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER - 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT - 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS 	01-45-37-44-44 01-45-21-21-21 01-45-59-30-00 01-47-10-79-00 03-21-89-27-27 01-49-09-50-00 01-44-96-31-31
AP-HP. Hôpitaux universitaires Paris - Seine Saint Denis <ul style="list-style-type: none"> - Avicenne - Jean Verdier 	<ul style="list-style-type: none"> - 125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY - Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY Cedex 	01-48-95-55-55 01-48-02-66-66

AP-HP	Consultation n°25.070	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :20/6/25	Page 18 sur 20

- René Muret / Bigottini	- Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN	01-41-52-59-99
AP-HP. Centre – Université de Paris		
- Necker	- 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS	01-44-49-40-00
- HEGP	- 20 rue Leblanc 75 015 PARIS	01-56-09-20-00
- Corentin Celton	- 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX	01-58-00-40-00
- Vaugirard Gabriel Pallez	- 10, rue Vaugelas 75015 PARIS	01-40-45-80-00
- Cochin	- 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS	01-58-41-41-41
- Saint Vincent de Paul	- 82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS	01-58-41-41-41
- Hôtel Dieu	- 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4	01-42-34-82-34
- Broca	- 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS	01-44-08-30-00
- La Rochefoucauld	- 15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS	01-44-08-30-00
AP-HP. Nord – Université de Paris		
- Bichat-Claude Bernard	- 46 rue Henri Huchard 75018 PARIS	01-40-25-80-80
- Beaujon	- 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY	01-40-87-50-00
- Louis Mourier	- 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES	01-47-60-61-62
- Robert Debré	- 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS	01-40-03-20-00
- Bretonneau	- 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS	01-53-11-18-00

AP-HP	Consultation n°25.070	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :20/6/25	Page 19 sur 20

- Fernand Vidal	- 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS	01-40-05-45-45
- Lariboisière	- 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01-49-95-65-65
- Saint Louis	- 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01-42-49-49-49
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor		
- Albert Chenevier	- 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL	01-49-81-31-31
- Henri Mondor	- 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL	01-49-81-21-11
- Emile Roux	- 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES	01-45-95-80-80
- Joffre – Dupuytren	- 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL	01-69-83-63-63
- Georges Clemenceau	- 1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL	01-69-23-20-20
Hospitalisation à Domicile	- 14 rue Vesale 75005 PARIS	01-42-16-08-50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	- 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	- 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	- 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-44-06-59-00
Siège de l'AP-HP	- 55, Boulevard Diderot CS 22305 75610 PARIS CEDEX 12	01-40-27-30-00

AP-HP	Consultation n°25.070	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :20/6/25	Page 20 sur 20